

Le sucre helvétique est le plus écologique

Une étude de l'EPFZ compare la production sucrière en Suisse et au Brésil.

Quel est le résultat d'une comparaison entre la production sucrière issue de la betterave suisse et celle provenant de la canne à sucre du Brésil? A la demande des Sucrieries Aarberg et Frauenfeld, l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) a procédé à une évaluation prenant en compte tous les paramètres. Les résultats sont positifs pour la Suisse.

Les Sucrieries Aarberg et Frauenfeld souhaitent connaître les bilans écologiques et sociaux respectifs de la production suisse issue de betteraves et de la production brésilienne provenant de cannes à sucre blanc.

L'analyse de l'EPFZ a pris en compte tous les processus principaux (cultures de betteraves et de cannes à sucre), ainsi que les intrants (fabrication d'engrais minéraux), du prélèvement des matières premières jusqu'à la livraison du sucre au dépôt central de l'acqureur, en passant par la logistique.

Côté Suisse, l'étude s'est basée sur les valeurs moyennes de la culture de betteraves sucrières et de la production du sucre à Aarberg et à Frauenfeld. Côté Brésil, l'étude s'est référée aux valeurs moyennes de la culture de cannes et de la production du sucre dans la principale région productrice du Centre-Sud. Il en ressort que la production helvétique obtient un résultat supérieur à la brésilienne, en termes d'écologie et d'aspects sociaux. En effet, la filière suisse respecte davantage l'environnement, notamment du fait que les sous-produits, tels la pulpe de betterave, remplacent en partie des produits peu écologiques. Concernant les aspects sociaux, les conditions sont bien meilleures dans notre pays à tous les maillons de la chaîne de production.

Du point de vue de l'économie, la comparaison entre les deux pays fait apparaître une meilleure rentabilité du côté du Brésil. La grande différence de taille entre les secteurs économiques des deux pays, les hauts niveaux des salaires et des coûts en Suisse ainsi que les exigences écologiques très élevées imposées aux producteurs expliquent cette différence.

Au final, le bilan prenant en compte les facteurs de durabilité, d'économie et des aspects sociaux est en faveur du sucre helvétique. — (AGIR)

LA PRODUCTION SUISSE OBTIENT UN RÉSULTAT SUPÉRIEUR À LA BRÉSILIENNE EN TERMES D'ÉCOLOGIE.

Finyear

Quotidien Finance & Gestion

WWW.FINYEAR.COM

Pas d'extension du chemin de fer sans transparence

Seuls les projets au moins au stade de l'étude d'avant-projet doivent figurer dans la première tranche du programme de développement du rail.

Il ne peut y avoir de développement du rail sans transparence: tels ont été grosso modo les propos tenus il y a dix jours par le conseiller d'Etat neuchâtelois en charge des transports, par ailleurs président de la Conférence des directeurs des transports de Suisse occidentale. Cette déclaration ne peut que réjouir tous ceux — et l'auteur de ces lignes en fait partie — qui sont à la fois en faveur du développement du rail et d'une gestion optimale des dépenses publiques, notamment en période de crise.

Cette déclaration va également dans le sens de l'orientation donnée par Doris Leuthard au futur message du Conseil fédéral sur le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF). En effet, la ministre des Transports veut limiter la première tranche du programme de développement du rail à quelque 3,5 milliards de francs, ce qui revient à reporter à une tranche ultérieure le projet du tunnel ferroviaire du Chestenberg, entre Aarau et Zurich, dont le tracé n'est même pas connu!

Surtout, cette déclaration a précédé de peu la publication par le Conseil fédéral de sa réponse à une interpellation parlementaire relative à la transparence du développement du rail. De fait, le Conseil fédéral a accepté de publier, début 2012, en même temps que son message FAIF, l'analyse détaillée des besoins ferroviaires d'ici à 2030, mentionnée dans le projet soumis en consultation.

En définitive, tout irait pour le mieux si les CFF, société anonyme de droit public propriété à 100% de la Confédération, ne promouvaient pas ouvertement l'axe ferroviaire Aarau-Zu-

rich en général et le tunnel du Chestenberg en particulier. Or une telle exigence déséquilibre le «paquet» proposé par Doris Leuthard au titre de la première tranche du développement du rail, le coût de ce tunnel étant estimé à plus de 2 milliards de francs (soit l'équivalent du budget annuel du canton de Neuchâtel). On peut donc craindre que le réaménagement indispensable de la gare de Lausanne ne soit menacé par un nouveau projet alémanique porté par une entreprise dite nationale contre l'avis de son propriétaire public!

Cela posé, les milieux économiques lémaniques, s'ils veulent défendre de manière crédible les intérêts de leur région vis-à-vis des instances fédérales, ne doivent pas se limiter à une seule revendication régionaliste, même fondée sur le développement spectaculaire de la métropole lémanique.

C'est en insistant sur la transparence des différents projets ferroviaires en lice que les milieux économiques lémaniques seront le plus crédibles vis-à-vis de leurs organisations faitières et des parlementaires des autres cantons. Loin de se contenter de la publication de l'analyse détaillée des besoins ferroviaires d'ici à 2030, qui aurait dû être jointe à la consultation FAIF, il s'agit donc maintenant d'exiger que seuls les projets ferroviaires parvenus au moins au stade de l'étude d'avant-projet figurent dans la première tranche du programme de développement du rail.

PATRICK EPERON
Centre Patronal



LES MILIEUX ÉCONOMIQUES LÉMANIQUES NE DOIVENT PAS SE LIMITER À UNE SEULE REVENDICATION RÉGIONALISTE. MÊME FONDÉE SUR LE DÉVELOPPEMENT SPECTACULAIRE DE L'ARC LÉMANIQUE.

La complexité ne connaît pas de limites

L'impact des nouvelles formes de communication sur l'assurance est insuffisamment analysé.

HENRI SCHWAMM*

Pour le compte de ses membres (les 90 plus importants groupes d'assurance et de réassurance du monde), l'Association internationale pour l'étude de l'économie de l'assurance, dont le secrétariat général se trouve à Genève, observe la déstructuration de l'édifice sociétal, scrute l'émergence des réseaux sociaux, analyse les vulnérabilités des réseaux électriques et leurs systèmes de contrôle électronique, réfléchit au meilleur usage possible des ressources renouvelables. Dans chacun de ces domaines, elle cherche à savoir si les assureurs pourraient intervenir et, dans l'affirmative, de quelle façon. Des réponses adéquates ne sont pas toujours disponibles. Walter Stahel, directeur du programme de recherche sur la gestion des risques de l'Association de Genève, s'est livré à un utile exercice d'investigation dans la Newsletter Risk Management n° 50 du mois

de novembre. Il fait ainsi œuvre de pionnier puisqu'il explore des terres encore inconnues. Son principal message peut se résumer ainsi: les risques catastrophiques peuvent être dissimulés dans la complexité et la vulnérabilité des domaines où ils trouvent leur source. Connus individuellement, leur interconnexion — qui complique encore la donne — échappe largement aux observateurs les plus avertis. Quelques illustrations. On assiste de la part des jeunes dans toute une série de pays (Tunisie, Egypte, Grèce, Espagne, Royaume-Uni, Etats-Unis, France, Suisse) à des mouvements de révolte ou de protestation contre l'ordre établi. Leurs causes profondes diffèrent, les circonstances aussi. Ce qui pourtant les relie tous, c'est le syndrome de l'absence d'avenir (no future syndrome) qui prend le plus souvent la forme d'un chômage persistant ou d'activités professionnelles précaires et sous-qualifiées (par rapport au degré d'instruction des demandeurs d'emploi), mais qui peut aussi se manifester par un profond ennui face à l'offre sociétale qui laisse fort à désirer. Conséquences visibles de l'écroulement sociétal: vanda-

lisme, destruction de biens publics, restant souvent impunis en raison de forces de police en nombre insuffisant ou incapables de régler des dérives sociales apparemment spontanées. Les pertes (véhicules brûlés, vitrines cassées) sont souvent assurées, mais le calcul des primes ne prend pas en compte les destructions volontaires. Les réseaux sociaux ont une face risque (trop forte dépendance des utilisateurs) et une face opportunité (ils sont source de confiance). Il ne sera bientôt plus possible de vendre un produit que s'il est recommandé par des «amis» sur Facebook ou un autre réseau. Facebook compte déjà plus de 500 millions de membres. Les assureurs devront donc être présents là où sont leurs clients. Ils auront à cœur d'identifier les bons côtés des réseaux sociaux d'une manière socialement responsable. Les réseaux électriques commandent le fonctionnement d'activités variées et diverses: ascenseurs, cartes de crédit, distributeurs automatiques de billets de banque, télévision, Internet, courrier électronique, fourniture d'énergie et d'eau, systèmes de chauffage, systèmes de refroidissement des cen-

Menaces sur l'esprit du Cassis de Dijon

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national souhaite exclure les denrées alimentaires du champ d'application. C'est incompréhensible.

THOMAS PLETSCHER
DOMINIQUE ROCHAT*

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N) a accepté la semaine dernière une initiative parlementaire de Jacques Bourgeois par 13 voix contre 12 et une abstention. L'initiative vise à exclure les denrées alimentaires du champ d'application du principe du Cassis de Dijon, entré en vigueur au 1^{er} juillet 2010.

En vertu de ce principe, des produits fabriqués dans le respect des normes en vigueur dans un Etat membre de l'UE et commercialisés sur son marché, peuvent être vendus dans tous les autres Etats membres. Au sein de l'Union européenne, ce principe a contribué à supprimer un certain nombre d'obstacles au commerce. La Suisse a décidé d'appliquer elle aussi ces règles, faisant ainsi preuve de son ouverture.

La majorité de la commission a évoqué la garantie de la qualité

pour justifier sa décision: elle estime que l'ouverture du marché dans le domaine des denrées alimentaires met en péril la stratégie de qualité de la Suisse. Cependant, les denrées alimentaires constituent la pièce maîtresse du principe du Cassis de Dijon et représentent le gros des produits concernés.

Si elles sont exclues du champ d'application du principe, il se trouve vidé de sa substance. De plus, ces denrées sont toujours soumises à un examen particulier par l'Office fédéral de la santé publique avant leur mise sur le marché.

Pour Economiesuisse, une concurrence efficace est cruciale. Celle-ci incite à améliorer la qualité, fait baisser les prix et élargit le choix. Au final, ce sont les consommateurs qui en profitent. Ceux-ci sont responsables et savent distinguer des produits de qualité variable.

De plus, ils achètent déjà des produits européens de l'autre côté de la frontière. Compte tenu de ce tourisme de la consommation, cela n'aurait pas de sens de saper le principe du Cassis de Dijon. Il ne ferait qu'entraver les achats en Suisse et inciter les acheteurs à se rendre de l'autre côté de la frontière.

* Economiesuisse

WARREN BUFFETT: pessimiste sur l'Europe

Interrogé par CNBC lundi soir, Warren Buffett a indiqué ne pas vouloir investir dans des banques européennes. Berkshire Hathaway a vendu ses obligations européennes il y a plus d'un an. S'il juge positive la nomination de Mario Monti à la présidence du Conseil en Italie, le milliardaire américain est préoccupé par la situation. «Ils ne peuvent pas imprimer de monnaie. Or, quand vous avez une perte de confiance, c'est un cercle vicieux, on le voit sur la dette souveraine et les banques. En 2008, aux États-Unis, nous avons été obligés de prendre des décisions radicales pour casser ce cercle vicieux».

trales nucléaires. Ces réseaux, qui doivent normalement fournir de façon ininterrompue une quantité d'énergie électrique déterminée, ont une importance vitale pour l'ensemble de l'économie. Leur vulnérabilité augmente avec leur complexité. Et pour plusieurs autres raisons: ils sont de plus en plus étroitement interconnectés; la miniaturisation des matériels utilisés s'accroît; les ingénieurs ne sont plus seuls à les optimiser, les politiques s'en mêlent en imposant des choix techniques tout en manquant d'une vue d'ensemble. Une défaillance de ces systèmes peut entraîner des conséquences désastreuses pour la cohésion de la société. A ce stade, on ne connaît pas l'ampleur des pertes assurées. On parle beaucoup des ressources renouvelables. Que faut-il exactement entendre par là? Pour les gens - y compris les politiques - elles font partie de la nature. Ils pensent à la biomasse, à l'énergie hydraulique, à l'énergie solaire et à l'énergie du vent. Ils préfèrent leur usage à celui des énergies fossiles parce qu'ils souhaitent atténuer la nocivité des émissions de gaz à effet de serre. Mais ils ignorent d'au-

* Université de Genève